

Les petits partis se rebiffent

Les partis ne toucheront pas 1 € de plus qu'en 2016. À moins que.

Le budget prévu pour 2017 pour financer les partis politiques en Belgique sera maintenu. Soit 29,1 millions d'euros répartis selon les voix récoltées aux dernières élections. Depuis 2 ans, le PTB, le PP et Défi ont introduit une plainte contre cette répartition. S'ils gagnent, ce serait 354.000 euros que l'État devrait déboursier en plus.

En Belgique, la loi prévoit que les partis politiques bénéficient d'une dotation annuelle. Pour la calculer, on part d'une base forfaitaire de 125.000 euros, à laquelle on ajoute le total du nombre de voix récoltées multiplié par 2,98 euros.

le PTB reçoit une dotation pour la Wallonie et Bruxelles, tandis que sa branche flamande, le PvdA, reçoit une autre dotation

Pour la N-VA, ce sont ainsi 8,6 millions d'euros qui étaient perçus en 2014, 5,1 millions d'euros pour le PS, 4,4 millions pour le MR ou encore 1,1 million pour Ecolo.

En tout, la dotation prévue pour le financement des partis a été de 29.169.000 euros l'année dernière.

Et comme le révèle le budget 2017, ce montant va être reconduit pour l'année à venir. Aucune indexation n'est prévue.

Par contre, le rapport du budget 2017 évoque une possible modification budgétaire : 354.000 euros devraient peut-être être débloqués, et versés aux petits partis ayant introduit une plainte il y a plus de 2 ans pour s'opposer à cette répartition. Ces partis, ce sont le PTB, le PP et Défi.

Tous les trois ont introduit après les dernières élections de juin 2014, une plainte à la commission de Contrôle des dépenses électorales.

LES VOIX DE FLANDRE

En cause: la non-reconnaissance des voix récoltées par ces partis en Flandre. Or, puisque les voix sont prises en compte pour le calcul de la dotation annuelle, ils s'estiment lésés et pri-

vés d'une source de revenus non négligeable. « Cela représente quelque 300.000 euros pour nous », insiste Raoul Hedebouw, député fédéral et porte-parole du PTB.

Actuellement, le PTB reçoit une dotation pour la Wallonie et Bruxelles, tandis que sa branche flamande, le PvdA, reçoit une autre dotation. Mais il serait plus intéressant pour lui de n'être considéré que comme une seule entité.

« Nous revendiquons le fait d'être un parti national. Mais depuis deux ans et demi, notre dossier est à l'arrêt. Être un parti national nous permettrait d'aller davantage en Flandre, sur le territoire de Bart de Wever, car là aussi on gagne du terrain. Mais ça, évidemment, ça dérange. Pourtant, le PTB a bien été considéré comme un seul parti pour la limite des dépenses d'1 million d'euros aux dernières élections. Et pas comme deux partis distincts, avec donc une limite à 2 millions... »

Le député fédéral compte bien relancer les discussions et interroger à la Chambre en séance plénière, sur l'avancée de ce dossier... ●

L.P.